

Édition N° 4067 du 04/07/2013

Lahcen Daoudi: «La situation de nos universités est catastrophique»

Seulement 13.000 enseignants pour 516.000 étudiants

Près de 65% des bacheliers dans les disciplines non scientifiques

Le détail des nouveautés de la prochaine rentrée

Lahcen Daoudi ambitionne «d'inscrire le pays dans un processus de valorisation et d'industrialisation en intensifiant l'effort de recherche. D'ici 2030, au moins 50% des brevets sur les phosphates, par exemple, doivent sortir du Maroc»

- L'Economiste: Est-il normal qu'en 2013 des étudiants ne trouvent pas de places à l'université?

- **Lahcen Daoudi:** L'université n'a jamais été au centre des préoccupations. Nous avons aujourd'hui 13.000 enseignants, des effectifs en régression par rapport à 2005/2006. La Jordanie, avec 7 millions d'habitants, a le même nombre d'enseignants-chercheurs. La Tunisie dispose du double, l'Algérie de 40.000, la Turquie de 100.000 et la Corée du Sud de 216.000. Dans ces conditions, c'est normal que l'université tire vers la société du savoir. Avec 516.000 étudiants, le Maroc est tiré par l'ignorance, vers le bas. Il est tout aussi anormal que les diplômés de l'université visent d'abord comme premier débouché à intégrer l'administration. Ce n'est pas la mission de l'université. Celle-ci doit répondre au marché du travail, mais également diffuser le savoir et la connaissance dans la société. Or, aujourd'hui, l'opinion publique a, à juste titre, le sentiment que l'université produit des chômeurs. Est-ce que cela signifie que nous devons supprimer des filières qui ne sont pas professionnalisantes? Ma conviction est non. Tout pays a besoin des disciplines comme la philosophie pour aider à décrypter la société.

- Où se situe alors le vrai problème?

- Au baccalauréat, nous avons autour de 65% des élèves dans les disciplines non scientifiques. Aucune économie dans le monde ne peut absorber ce taux. Il faut d'abord inverser la tendance avant le baccalauréat pour redresser la barre à 50% au moins. En plus, les élèves qui arrivent au bac ne maîtrisent pas une seule langue. Nous sommes ainsi obligés de consacrer d'importantes ressources et beaucoup de temps à l'enseignement du français à l'université en première année. Or, cela ne permet pas d'atténuer le désintérêt des étudiants.

- Que comptez-vous faire pour remédier à cette situation?

- Il faut que la langue française soit enseignée juste après l'obtention du bac, au mois de juillet, afin que l'étudiant ait les moyens de comprendre les premières matières. Donc, nous allons essayer d'accompagner les étudiants dès juillet. Parallèlement, il faut dire qu'au niveau des formations dont nous disposons, c'est une véritable catastrophe. Nous ne pouvons couvrir même pas 50% des nouvelles spécialités. Aujourd'hui, nous recevons les demandes d'équivalence, mais nous n'avons même pas les profils pour savoir si nous avons des spécialités équivalentes au Maroc.

- Est-ce que les prévisions ont été mal faites?

- Je n'aime pas cogner sur mes prédécesseurs, mais ils n'ont jamais combattu pour que l'université soit au cœur de la problématique du développement. Ils l'ont laissée en marge. Maintenant, nous voulons que l'université monte en qualité et fasse de la recherche. Dans la nouvelle mission de l'université, nous ne pouvons pas avancer seuls. C'est impossible.

- Pour la coopération internationale, vous avez fait beaucoup d'annonces. Mais qu'est-ce qui va se concrétiser pour la rentrée prochaine?

- Il y a l'École d'architecture Paris Est. Les concours ont déjà été lancés. Les autres sont en cours de construction, notamment l'École centrale, qui sera prête l'année suivante. Il faut rappeler que 20% des inscrits seront des boursiers de l'Etat marocain. Ce n'est pas normal d'ouvrir une école uniquement pour les étudiants qui peuvent payer 50.000 ou 60.000 DH par an. C'est une manière de lutter contre la pauvreté, en permettant aux meilleurs d'accéder à ces écoles. Sinon, seuls les riches auront une bonne formation. Les enfants des populations pauvres doivent accéder aussi à ces grandes écoles.

- Qu'en est-il du partenariat avec des groupes privés?

- Nous allons lancer des partenariats dans le domaine de la recherche, notamment avec l'OCP pour les Assises de la recherche sur les phosphates les 12 et 13 septembre prochain. Nous allons mettre en place un fonds de recherche au profit des universités marocaines. Cela sera également réalisé avec Managem pour les mines, avec un autre fonds de recherche. Mais les universités doivent se restructurer pour absorber tout cela. Ce qui veut dire que nous sommes en train de revoir de l'intérieur les laboratoires pour qu'ils soient des structures capables d'accueillir ces projets. Avant, un ou deux professeurs pouvaient mettre en place un laboratoire de recherche. Aujourd'hui, nous avons les moyens pour financer la recherche et lancer des laboratoires dignes de ce nom.

- A combien s'élève le financement prévu pour la recherche?

- Le ministère met sur la table 500 millions de DH. En plus d'un million d'euros avec Georgia Tech et le CNRS français, pour les doctorants. Il faut absolument inscrire le Maroc au cœur de la problématique. Si nous ne redistribuons pas les cartes, nous resterons toujours en retard. Nous sommes en train de répertorier les formations dont nous ne disposons pas au Maroc. Il faut que nous comblions ces lacunes à travers la coopération internationale. L'idée de créer au Maroc un hub des universités, de la recherche scientifique et de la valorisation fait son chemin. Après, il faut passer à une autre étape, pour que le produit de la recherche se retrouve dans les entreprises. Donc, il s'agit de nous inscrire dans le processus de valorisation et d'industrialisation sur des licences marocaines. Dans la Vision 2030, au moins 50% des brevets sur les phosphates doivent sortir du Maroc. Ce n'est pas normal qu'avec les plus grandes réserves de phosphates, nous attendons que les autres fassent la recherche à notre place et nous vendent leurs brevets.

- Qu'est-ce qui est concrètement lancé dans ce processus?

- Nous sommes en train de préparer le lancement des appels à projets. Nous allons également introduire le e-learning dans le département d'économie à Fès, où il y a plus de 9.000 étudiants pour moins de 50 enseignants. Nous allons aussi équiper toutes les universités et cités universitaires du Wi Fi. Les enseignants souffrent. Comment peut-on demander à des enseignants qui ont 250 étudiants de faire la recherche, alors qu'à l'étranger ils ont à peine 20 étudiants.

- Vous avez poussé des présidents d'université vers la sortie. Que leur reprochiez-vous?

- Je ne veux pas parler de personnes. Par exemple, le président de l'université de Casablanca a présenté sa démission. Celui de Kenitra était malade, il n'arrivait plus à suivre. Or, un président d'université doit être toujours là. On ne peut pas reprocher à ces présidents la mauvaise gestion.

Ils sont passés de l'amphi à la gestion de milliards, alors qu'ils n'ont jamais été formés pour ça. Maintenant, tous les doyens et présidents qui seront nommés vont passer par une formation, en partenariat avec le ministère des Finances. Nous avons également recruté 17 diplômés en master finances, que nous allons former. Ainsi, chaque président va être accompagné par un spécialiste. Ceci, afin de les libérer pour qu'ils s'occupent du cœur de leur mission. Fini un président d'université qui s'occupe des constructions. Cela va être transféré à des établissements spécialisés comme la CGI ou le ministère de l'Équipement.

- Qu'en est-il du chantier de restructuration des universités?

- Lorsque Romano Prodi avait animé une conférence à la Faculté de droit, il avait demandé le nombre d'étudiants. Le président de l'université lui répondit 32.000. Il a estimé que c'est une petite université. Notre ambition est d'optimiser les ressources. Nous ne pouvons jamais figurer dans le classement de Shanghai, car nous n'avons pas la masse critique en enseignants et en chercheurs. Maintenant, nous allons mettre en place une seule université à Rabat. J'ai l'appui des enseignants mais aussi des syndicats. Un projet de loi, actuellement au SGG, vise aussi à rassembler les grandes écoles de Rabat, et celles de Casablanca. Nous aurions à Rabat la plus grande école d'ingénieurs en Afrique. Aujourd'hui, ce n'est plus normal que chaque ministère dispose de sa propre école, de même que des instances comme le HCP et l'ANRT.

- Pourtant, le Conseil de gouvernement a adopté un décret instituant des écoles d'architecture préparé par le ministère de l'Habitat...

- Cela a été fait en attendant l'adoption du projet de loi. Elles sont créées par un décret du ministère de l'Habitat, mais après il va falloir tout rassembler.

- Y a-t-il de nouvelles mesures pédagogiques pour la prochaine rentrée?

- Bien sûr, mais les enseignants ont demandé le report. Par contre, la réforme des études médicales est prévue pour cette rentrée. Pour les autres filières, les enseignants ont demandé le report. Je ne veux pas mettre en place une réforme Daoudi. Nous avons organisé une grande concertation afin que les enseignants soient acquis à la réforme.

La concertation avant la réforme: La réforme Daoudi prévoit une révision des matières et des examens afin d'alléger la charge des étudiants. Il s'agit également d'approfondir les modules de communication et les cours de langues. Néanmoins, le ministre affirme que cette réforme devra se faire en partenariat avec les enseignants. Les concertations ont été déjà lancées.

L'impact des coupes budgétaires: Les projets programmés par le ministère de l'Enseignement supérieur ne seront pas impactés par les coupes budgétaires. C'est du moins ce qu'a affirmé Lahcen Daoudi. Cela s'explique par le fait que le budget alloué n'est pas dépensé au cours d'une seule année, à cause du temps que nécessite la réalisation des chantiers. Donc, les projets seront réalisés comme prévu, a-t-il assuré.

Revalorisation des doyens: Les sorties tonitruantes du ministre de l'Enseignement supérieur semblent tétaniser les enseignants. «Pas du tout», a-t-il avancé. Il affirme n'avoir aucun problème avec les enseignants parce qu'il a résolu leurs problèmes. C'est le cas des doyens

et des vice-doyens dont les indemnités devraient passer de 1.000 à 5.000 DH. Daoudi a également souligné que les enseignants ont admis, sans résistance, le principe de l'avancement de l'enseignant par la recherche scientifique. Des amendements seront introduits dans ce sens à la loi 01-00. Ce qui aura certainement un impact sur l'évolution de la production de la recherche scientifique.

Psychologie de l'entreprise: C'est connu, les lauréats des universités ont plus de difficultés à intégrer le marché du travail, contrairement aux diplômés des établissements étrangers. Aujourd'hui, près de 25% des lauréats des universités marocaines ne trouvent pas un emploi, contre 50% en Espagne et 25% en France. Le ministre explique cette situation par «la psychologie de l'entreprise».

Les étudiants qui viennent de l'étranger ont généralement fait des stages, bénéficié de formations et travaillé trois ou quatre ans avant de rentrer au Maroc. Mais il a avancé que les doctorants marocains sont souvent parmi les premiers au sein des écoles étrangères. Pour lui, cette situation devra changer avec l'installation au Maroc d'universités prestigieuses.

Propos recueillis par Mohamed CHAOUI et Mohamed Ali MRABI